

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que l'augmentation de cotisation visée par le présent arrêté a été instaurée pour le régime des travailleurs salariés par l'arrêté royal n° 134 du 12 janvier 1983 et que par conséquent le parallélisme doit être réalisé en ce qui concerne les ouvriers mineurs;

Considérant que le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1983 et que dès lors les dispositions administratives relatives à son application doivent être prises dans les plus brefs délais;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 2, § 3, 4°, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, modifié par l'arrêté royal n° 96 du 28 septembre 1982, les mots « 2,96 p.c. » sont remplacés par les mots « 3,01 p.c. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1983.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bij dit besluit bedoelde bijdrageverhoging voor het steisel van de werknemers bij koninklijk besluit nr. 134 van 12 januari 1983 werd ingevoerd en dat aldus het parallelisme voor wat de mijnwerkers betreft moet worden verwezenlijkt;

Overwegende dat dit besluit op 1 juli 1983 in werking treedt en dat dientengevolge de nodige administratieve beschikkingen met betrekking tot zijn toepassing ten spoedigste dienen genomen te worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2, § 3, 4°, van de besluitwet van 10 januari 1945, betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermede gelijkgestelden, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 96 van 28 september 1982, worden de woorden « 2,96 pct. » vervangen door de woorden « 3,01 pct. ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1983.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 juni 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 83 — 1093

30 MARS 1983. — Décret portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté, et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Création et mission de l'office

Article 1er. Il est institué, sous la dénomination « Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.) » un établissement public doté de la personnalité juridique, ci-après dénommé : « L'Office ».

Art. 2. L'Office est chargé d'encourager et de développer la protection de la mère et de l'enfant. Dans le cadre de cette mission, l'Office peut, soit d'initiative, soit à la demande du ministre compétent :

a) entreprendre ou encourager des actions répondant aux besoins des familles, des mères et des enfants, spécialement de ceux qui courent des risques particuliers;

b) agréer, subventionner ou créer, en cas de carence des œuvres, institutions et services, exercer sur eux un contrôle administratif et technique, leur fournir aide et conseils;

c) encourager et organiser des initiatives de prévention et d'éducation et encourager des projets conformes à ces objectifs;

c) encourager et organiser des initiatives de prévention et d) mener des recherches et constituer une documentation dans toutes les disciplines intéressées;

e) donner un avis sur toutes les questions de protection de la mère et de l'enfant;

f) organiser la surveillance et la garde des jeunes enfants accueillis en dehors de leur milieu familial;

g) assurer la formation et l'information des personnes intéressées et, en particulier, des parents.

Art. 3. L'Office peut, dans les limites fixées par le présent décret et conformément au règlement organique visé à l'article 10, exercer toutes les activités et faire toutes les opérations, de quelque nature que ce soit, qui se rapportent en tout ou en partie à l'accomplissement de sa mission ou qui contribuent à en assurer ou à en faciliter la réalisation.

(1) Session 1981-1982.

Documents du Conseil. — N° 67, n° 1: Projet de Décret. — N° 67, n° 2: Rapport. — N° 67, n° 3: Amendement.

Session 1982-1983.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 10 mars 1983.

Art. 4. L'Office a pour ressources :

- a) les crédits alloués par la Communauté française;
- b) le montant des souscriptions qu'il organise;
- c) les dons et legs qui lui sont dévolus;
- d) le produit de la vente et de la location de matériel éducatif;
- e) le cas échéant, la contribution des parents ou de tiers dans le coût des services.

Art. 5. Nul ne peut prendre en garde moyennant rémunération des enfants âgés de moins de sept ans sans une autorisation du collège des bourgmestre et échevins. A la demande d'autorisation sera joint un avis délivré par une consultation de nourrissons agréée par l'Office ou par un service analogue agréé ou créé par l'Office et exerçant leurs activités sur le territoire de la commune. L'Office certifie que le requérant a souscrit l'engagement de se conformer aux indications données par la consultation et de se soumettre aux modalités de surveillance médico-sociale fixées par l'Office.

Nul, à l'exception des parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclus ou du représentant légal de l'enfant, ne peut prendre en garde à titre gratuit, sauf de manière occasionnelle, des enfants âgés de moins de sept ans sans en faire la déclaration préalable à une consultation de nourrissons agréée par l'Office ou à un service analogue agréé ou créé par l'Office et exerçant leurs activités sur le territoire de la commune et sans s'engager à se soumettre aux modalités de surveillance médico-sociale fixées par l'Office.

Sera puni d'une amende de vingt-six à cent francs, quiconque a pris en garde un enfant de moins de sept ans, en infraction aux alinéas 1er et 2.

L'Office est tenu de dénoncer les infractions dont il a connaissance.

Toutes les dispositions du livre 1er du Code pénal, sans exception, sont applicables aux infractions prévues par l'alinéa précédent. La poursuite ou la condamnation pour ces infractions ne pourra avoir lieu que sur plainte de l'Office.

CHAPITRE II. — Organisation

Section 1. — Conseil d'administration et bureau

Art. 6. L'Office est géré par un conseil d'administration composé de trente-deux membres :

Neuf membres, dont trois docteurs en médecine et deux infirmiers gradués sociaux, sont choisis en raison de leur compétence dans le domaine de la protection de la mère et de l'enfant.

Trois membres compétents en matière de protection de la mère et de l'enfant sont choisis dans les milieux universitaires.

Onze membres sont choisis sur une liste double présentée par les organisations représentatives travaillant dans le domaine de la protection de la mère et de l'enfant.

Trois membres œuvrant dans le domaine de la protection de la mère et de l'enfant représentant les pouvoirs publics organisateurs, dans la Communauté française, des œuvres, institutions et services visés à l'article 2, b, sont choisis sur une liste double présentée par l'Union des villes et des communes belges.

Six membres sont choisis à raison d'un par ressort territorial visé à l'article 15, sur proposition de services agréés par l'O.N.E. et établis dans chacun de ces ressorts. Chacun de ces membres est de droit membre du Comité subrégional de la circonscription territoriale qu'il représente.

Art. 7. Les membres du conseil d'administration sont nommés par l'Exécutif pour un terme de cinq ans renouvelable.

Art. 8. Le conseil d'administration élit en son sein un président et deux vice-présidents.

Il désigne en outre en son sein quatre membres qui, avec le président et les deux vice-présidents constituent le bureau.

Art. 9. Le secrétariat du conseil et du bureau est assuré par le directeur général.

Art. 10. Le conseil d'administration établit un règlement qui détermine le mode selon lequel il exerce ses attributions. Ce règlement est soumis à l'approbation de l'Exécutif. Il fixe les

limites et les formes dans lesquelles le conseil peut déléguer certaines de ses attributions à son président, au bureau, au directeur général, aux comités subrégionaux.

Art. 11. Le siège de l'Office est fixé par l'Exécutif.

Art. 12. Le conseil d'administration peut conférer, à des personnes extérieures à l'Office, le titre de président d'honneur, vice-président d'honneur ou membre d'honneur en considération de leurs fonctions, de leur expérience ou de leur mérite.

Art. 13. Sous réserve de l'article 18, § 1er, le bureau nomme le personnel des services dans les limites du cadre fixé par l'Exécutif.

Il fixe les limites et les formes dans lesquelles il délègue certaines de ses attributions au directeur général.

Section 2. — Comités subrégionaux

Art. 14. Il est créé six comités subrégionaux, dont la compétence territoriale s'étend respectivement aux provinces du Hainaut, de Liège, de Luxembourg, de Namur et à l'arrondissement de Nivelles, ainsi qu'à la région bilingue de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne les institutions qui, en raison de leur organisation, doivent être considérées comme appartenant exclusivement à la Communauté française.

Chaque comité est composé de cinq à quinze membres, nommés par le conseil d'administration de l'Office, sur proposition des services agréés par l'ONE, établis dans le ressort de chaque comité subrégional. Le mandat des membres des comités expire à la date d'expiration du mandat des membres du conseil d'administration. Il est renouvelable.

Chaque comité subrégional élit en son sein un président et deux vice-présidents.

Art. 15. Les comités subrégionaux établissent leur règlement sous l'approbation du conseil d'administration. Ils exécutent les missions qui leur sont confiées par ce dernier, dans les conditions qu'il détermine.

Section 3. — Conseil scientifique

Art. 16. Il est créé un conseil scientifique dont le conseil d'administration fixe la composition et les modalités de fonctionnement.

Les trois membres du conseil d'administration représentant les milieux universitaires sont d'office membres du conseil scientifique.

Un tiers au moins des membres du conseil scientifique est constitué de médecins, choisis dans les milieux universitaires, compétents en matière de protection de la mère et de l'enfant.

Art. 17. Le conseil scientifique a pour mission :

- a) d'étudier les questions soumises par le conseil d'administration et d'effectuer les enquêtes qu'il lui confie;
- b) de faire au conseil d'administration toutes propositions qu'il juge utiles à l'organisation psycho-médico-sociale des œuvres et services de protection de la mère et de l'enfant;
- c) d'étudier l'adaptation de la protection de la mère et de l'enfant aux progrès scientifiques et à l'évolution de la société.

CHAPITRE III. — Gestion

Art. 18. § 1er. Les services de l'Office sont dirigés, sous l'autorité du conseil d'administration, par un directeur général nommé par l'Exécutif après avis motivé du conseil d'administration sur les candidatures.

§ 2. Le directeur général participe avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration et du bureau.

§ 3. Il assiste le bureau dans l'instruction des affaires à soumettre au conseil d'administration. Il représente l'Office dans les actes judiciaires et extra-judiciaires.

Art. 19. § 1er. Le statut du directeur général et sa rémunération sont fixés par l'Exécutif.

§ 2. Le cadre et le statut du personnel, ses rémunérations et ses indemnités sont fixés par l'Exécutif.

§ 3. L'Exécutif détermine le montant des indemnités qui peuvent être allouées aux membres du conseil d'administration, au président et aux vice-présidents. Il fixe les indemnités pour frais de parcours et de séjour.

Art. 20. § 1er. La gestion financière de l'Office est assurée conformément aux dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les arrêtés d'exécution de ladite loi.

§ 2. Le contrôle de l'Office est exercé à l'intervention de deux commissaires, nommés par l'Exécutif.

Art. 21. L'Office présente à l'Exécutif des situations périodiques ainsi qu'un rapport annuel de ses activités.

Ce rapport indique les mesures prises par l'Office pour remplir ses missions. Il est déposé par le ministre dont relève l'Office sur le bureau du Conseil de la Communauté française au plus tard le 30 juin. L'Office dresse annuellement un bilan qui est annexé au rapport.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 22. A l'article 1er, B, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Office

de la Naissance et de l'Enfance (ONE) » sont insérés à leur place dans l'ordre alphabétique.

Art. 23. L'Office reprendra, en ce qui concerne la Communauté française, les droits et obligations de l'Œuvre nationale de l'Enfance lors de la dissolution de celle-ci.

Art. 24. La quote-part de l'actif et du passif de l'Œuvre nationale de l'Enfance, qui sera transférée à la Communauté française, est attribuée à l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Art. 25. Les membres du personnel transférés à l'Office de la Naissance et de l'Enfance après dissolution de l'Œuvre nationale de l'Enfance, conservent les avantages attachés à leur statut et à leur grade ainsi que leur ancienneté administrative et pécuniaire.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 mars 1983.

Le Ministre-Président chargé des Affaires Culturelles
et des Relations Extérieures,
Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires Sociales
Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,
R. URBAIN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 83 — 1093

30 MAART 1983. — Decreet houdende oprichting van de Dienst voor Geboorte en Kinderen (O.N.E.) (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Oprichting en taak van de dienst

Artikel 1. Onder de benaming « Dienst voor Geboorte en Kinderen (O.N.E.) » wordt een openbare instelling gesticht voorzien van de rechtspersoonlijkheid, hieronder « De Dienst » genaamd.

Art. 2. De Dienst heeft als opdracht de bescherming van de moeder en het kind aan te moedigen en te ontwikkelen. Binnen het kader van deze opdracht kan de Dienst, hetzij uit eigen initiatief, hetzij op aanvraag van de bevoegde minister :

a) akties ondernemen of aanmoedigen die aan de noodwendigheden der families, moeders en kinderen beantwoorden, in het bijzonder van diegenen die aan aparte risico's blootgesteld zijn;

b) erkennen, subsidiëren of oprichten, in geval van ingebrekestelling van de verenigingen, instellingen en diensten, een administratieve en technische controle op hen uitoefenen, hen hulp en raad verlenen;

c) initiatieven van voorkomen en opvoeding aanmoedigen en organiseren, en ontwerpen overeenkomstig deze objectieven aanmoedigen;

d) opzoekingen uitvoeren en een dokumentatie in alle betrokken disciplines samenstellen;

e) een advies verstrekken over alle kwesties van bescherming van de moeder en het kind;

f) het toezicht en de bewaring organiseren van jonge kinderen, die buiten hun gezinsmilieu onthaald worden;

g) de vorming en de informatie van geïnteresseerde personen verzekeren en, in het bijzonder van de ouders.

Art. 3. De Dienst mag, binnen de perken door dit decreet vastgesteld en overeenkomstig het organiek reglement bedoeld in artikel 10, alle activiteiten uitoefenen en alle verrichtingen uitvoeren, van welke aard ook, die geheel of gedeeltelijk betrekking hebben tot de aanvulling van zijn opdracht of die bijdragen tot het verzekeren of vergemakkelijken van haar verwezenlijking.

Art. 4. De Dienst heeft als inkomsten :

- a) de kredieten toegekend door de Franse Gemeenschap;
- b) het bedrag van de intekeningen die hij organiseert;
- c) de giften en legaten die hem zijn toegewezen;
- d) de opbrengst van de verkoop en de huur van opvoedingsmateriaal;
- e) eventueel de bijdrage van de ouders of derden in de kosten van de diensten.

Art. 5. Niemand mag mits bezoldiging kinderen onder de zeven jaar in bewaring nemen zonder toelating van het College van burgemeester en schepenen. Bij de aanvraag om toelating zal een advies uitgereikt worden door een raadpleging van zuigelingen erkend door de Dienst of een analoge dienst erkend of opgericht door de Dienst en die zijn activiteiten op het grondgebied van de gemeente uitoefent. De Dienst bevestigt dat de aanvrager de verbintenis heeft onderschreven zich te schikken naar de aanwijzingen door de raadpleging gegeven en zich te onderwerpen aan de modaliteiten van medisch-sociaal toezicht, door de Dienst vastgesteld.

Niemand, bij uitzondering van de ouders of aanverwanten tot de vierde graad inbegrepen of van de wettelijke vertegenwoordiger van het kind, mag kinderen onder de zeven jaar kosteloos in bewaring nemen, behalve bij gelegenheidsgevallen, zonder het

(1) Zitting 1981-1982.

Bescheiden van de Raad. — Nr. 67, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 67, nr. 2. Verslag. — Nr. 67, nr. 3. Amendement.

Zitting 1982-1983.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 10 maart 1983.

vooraangaandelijk aan te geven bij één raadpleging van zuigelingen erkend door de Dienst of bij een analoge dienst erkend of opgericht door de Dienst en die zijn activiteiten op het grondgebied van de gemeente uitoefent en zonder zich ertoe te verbinden zich te onderwerpen aan de modaliteiten van medisch-sociaal toezicht, door de Dienst vastgesteld.

Al wie een kind van minder dan zeven jaar in bewaring neemt, zal in overtreding van alinea's 1 en 2, gestraft worden met een boete van zesentwintig tot honderd frank.

De Dienst is gehouden de overtredingen waarvan hij op de hoogte is, aan te geven.

Alle schikkingen van het boek I van het strafwetboek zijn zonder uitzondering toepasselijk op de overtredingen voorzien door de vorige alinea. De achtervolging of de veroordeling voor deze overtredingen zal slechts op klacht van de Dienst mogen geschieden.

HOOFDSTUK II. — Organisatie

Sectie 1. — Beheerraad en bureau

Art. 6. De Dienst wordt beheerd door een beheerraad, die samengesteld is door tweeëndertig leden :

Negen leden, waaronder drie dokters in de geneeskunde en gegradueerde sociale verplegers worden wegens hun bevoegdheid in het domein van de bescherming van de moeder en het kind verkozen.

Drie leden, bevoegd inzake bescherming van de moeder en het kind, worden verkozen in de universitaire milieus.

Elf leden worden verkozen op een dubbele lijst voorgesteld door de vertegenwoordigende verenigingen die werkzaam zijn in het domein van de bescherming van de moeder en het kind.

Drie leden die werken in het domein van de bescherming van de moeder en het kind en die de openbare machten vertegenwoordigen, inrichters in de Franse Gemeenschap, van werken, instellingen en diensten bedoeld in artikel 2, b, worden verkozen op een dubbele lijst voorgesteld door de Unie der Belgische steden en gemeenten.

Zes leden worden in verhouding tot één per territoriaal gebied bedoeld in artikel 15 verkozen, op voordracht van erkende diensten door de O.N.E. en gevestigd in ieder van deze gebieden. Elk lid is van rechtswege lid van het subgewestelijk comité van territoriale afdeling dewelke hij vertegenwoordigt.

Art. 7. De leden van de beheerraad worden door de Executieve aangesteld voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

Art. 8. De beheerraad kiest in zijn midden een voorzitter en twee vice-voorzitters.

Daarenboven wijst hij in zijn midden vier leden aan die, met de voorzitter en de twee vice-voorzitters, het bureau vormen.

Art. 9. Het secretariaat van de raad en van het bureau wordt door de directeur-generaal waargenomen.

Art. 10. De beheerraad stelt een reglement op dat de wijze bepaalt waarop hij zijn bevoegdheden uitoefent. Dit reglement wordt ter goedkeuring aan de Executieve voorgelegd.

Het stelt de beperkingen en de vormen vast waarbij de raad sommige van zijn bevoegdheden aan zijn voorzitter, aan het bureau, aan de directeur-generaal, aan de subgewestelijke comités mag overdragen.

Art. 11. De zetel van de Dienst wordt door de Executieve vastgesteld.

Art. 12. De beheerraad mag aan personen van buiten de Dienst de titel van ere-voorzitter, ere vice-voorzitter of erelid toekennen uit overweging van hun functies, hun ervaring of hun verdienste.

Art. 13. Onder voorbehoud van artikel 18, § 1, benoemt het bureau het personeel van de Diensten binnen de beperkingen van het kader door de Executieve vastgesteld.

Het stelt de beperkingen en de vormen vast waarbij het sommige van zijn bevoegdheden aan de directeur-generaal overdraagt.

Sectie 2. — Subgewestelijke comités

Art. 14. Er worden zes subgewestelijke comités opgericht, waarvan de territoriale bevoegdheid zich respectievelijk uitstrekt tot de provincies Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en het

arrondissement van Nijvel, evenals het tweetalige gewest van Brussel-Hoofdstad, voor wat betreft de instellingen die, uit hoofde van hun organisatie, moeten worden beschermd als exclusief behorend tot de Franse Gemeenschap.

Elk comité bestaat uit vijf tot vijftien leden, benoemd door de beheerraad van de Dienst, op de voordracht van de diensten, erkend door de O.N.E., gevestigd in het gebied van elk subgewestelijk comité. Het mandaat van de leden van de comités vervalt op de vervaldatum van het mandaat van de leden van de beheerraad. Het is verlengbaar.

Elk subgewestelijk comité kiest in zijn midden een voorzitter en twee vice-voorzitters.

Art. 15. De subgewestelijke comités stellen hun reglement op onder de goedkeuring van de beheerraad. Zij voeren de taken uit die hen door deze laatste worden toevertrouwd, binnen de voorwaarden die hij bepaalt.

Sectie 3. — Wetenschappelijke raad

Art. 16. Er wordt een wetenschappelijke raad opgericht waarvan de beheerraad de samenstelling en de werkingsmodaliteiten vaststelt.

De drie leden van de beheerraad die het universitair milieu vertegenwoordigen, zijn ambtshalve leden van de wetenschappelijke raad.

Minstens één derde van de leden van de wetenschappelijke raad is samengesteld uit geneesheren, uit het universitair milieu gekozen, bevoegd inzake de bescherming van de moeder en van het kind.

Art. 17. De wetenschappelijke raad heeft tot taak

a) de door de beheerraad voorgelegde problemen te bestuderen en de enquêtes uit te voeren die hij hem toevertrouwt;

b) aan de beheerraad alle voorstellen te doen die hij nuttig acht voor de psycho, medisch en sociale werken en diensten voor de bescherming van de moeder en van het kind;

c) de aanpassing van de bescherming van de moeder en van het kind aan de wetenschappelijke vooruitgang en aan de ontwikkeling van de maatschappij te bestuderen.

HOOFDSTUK III. — Beheer

Art. 18. § 1. De activiteiten van de Dienst worden geleid, onder het gezag van de beheerraad, door een directeur-generaal benoemd door de Executieve na een met redenen omkleed advies van de beheerraad nopens de kandidaturen.

§ 2. De directeur-generaal neemt deel aan de vergaderingen van de beheerraad en van het bureau en heeft hierbij een raadgevende stem.

§ 3. Hij staat het bureau bij in het onderzoek van de aangelegenheden die aan de beheerraad dienen voorgelegd. Hij vertegenwoordigt de Dienst bij gerechtelijke handelingen.

Art. 19. § 1. Het statuut van de directeur-generaal en zijn bezoldiging worden door de Executieve vastgesteld.

§ 2. Het kader en het statuut van het personeel, zijn bezoldigingen en zijn vergaderingen worden door de Executieve vastgesteld.

§ 3. De Executieve stelt het bedrag van de vergoedingen vast die mogen worden toegekend aan de leden van de beheerraad, aan de voorzitter en aan de vice-voorzitters. Zij stelt de vergoedingen vast voor verplaatsings- en verblijfkosten.

Art. 20. § 1. Het financieel beheer van de Dienst wordt waargenomen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende het toezicht van sommige instellingen van openbaar nut en de uitvoeringsbesluiten van voormelde wet.

§ 2. Het toezicht van de Dienst wordt waargenomen door bemiddeling van twee commissarissen, benoemd door de Executieve.

Art. 21. De Dienst legt aan de Executieve geregeld staten voor, evenals een jaarlijks verslag van zijn activiteiten.

Dit verslag duidt de door de Dienst getroffen maatregelen aan om zijn opdrachten te vervullen. Het wordt door de minister tot wiens bevoegdheid de Dienst behoort op het bureau van de Raad van de Franse Gemeenschap neergelegd uiterlijk op 30 juni. Jaarlijks maakt de Dienst een balans op die bij het verslag wordt gevoegd.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en eindbepalingen*

Art. 22. Bij het artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende het toezicht van sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden « Dienst voor Geboorten en Kinderen (O.N.E.) », in hun plaats en in alfabetische orde opgenomen.

Art. 23. Voor wat betreft de Franse Gemeenschap zal de Dienst de rechten en de plichten overnemen van het Nationale Werk voor Kinderwelzijn bij de onthinding van deze.

Art. 24. Het deel van het activa en van het passiva van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, dat zal worden overgehe-

veld naar de Franse Gemeenschap, wordt aan de Dienst voor Geboorten en Kinderen toegewezen.

Art. 25. De personeelsleden overgeheveld naar de Dienst voor Geboorten en Kinderen na ontbinding van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, behouden de voordelen aan hun statuut en aan hun graad verbonden, evenals hun administratieve en geldelijke anciënniteit.

Vaardigen dit decreet uit en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 30 maart 1983.

De Minister-Voorzitter belast met de Culturele Aangelegenheden en de Buitenlandse Betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,

R. URBAIN

REGION WALLONNE

F. 83 — 1094

30 MARS 1983. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne, pour les années 1983 à 1988

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, VIII, 2°;

Vu la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, notamment l'article 78;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1976 instituant un Fonds des communes;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 12 mars 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, Membres de l'Exécutif, modifié par l'arrêté du 17 novembre 1982;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif régional wallon;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant que, eu égard à la situation financière des communes, il s'indique de fixer sans retard les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre, chargé de la Tutelle et des Relations extérieures,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, les communes de la Région wallonne sont classées en trois catégories :

1° première catégorie : les communes de Charleroi et Liège;

2° deuxième catégorie : les communes d'Arlon, Eupen, Huy, La Louvière, Mons, Mouscron, Namur, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Seraing, Tournai et Verviers;

3° troisième catégorie : les autres communes.

Art. 2. Après déduction du pourcentage alloué au Fonds spécial de l'aide sociale en exécution de l'article 105 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, la part du

Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne est divisée en quatre parties :

1° 96 p.c. sont attribués :

a) à concurrence de 34,89 p.c. aux communes de la première catégorie;

b) à concurrence de 18,21 p.c. aux communes de la seconde catégorie;

c) à concurrence de 46,90 p.c. aux communes de la troisième catégorie.

2° 4 p.c. sont attribués à un Fonds d'aide exceptionnelle.

CHAPITRE II. — Communes de la première catégorie

Art. 3. La part de 34,89 p.c. destinée aux communes de la première catégorie est répartie comme suit :

1° chaque commune reçoit une somme égale à la quote-part qu'elle a reçue dans le Fonds des communes de l'année précédente;

2° le solde est attribué par parts égales à chaque commune.

CHAPITRE III. — Communes de la deuxième catégorie

Art. 4. La part de 18,21 p.c. destinée aux communes de la deuxième catégorie est répartie au prorata du chiffre de la population de chaque commune multiplié par le coefficient fiscal déterminé conformément à l'article 5.

Art. 5. Le coefficient fiscal visé à l'article 4 est déterminé comme suit :

1° il est établi une fraction ayant, pour numérateur, le montant par habitant du total des redevances et impôts communaux diminué du produit par habitant des taxes de répartition et de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques et, pour dénominateur, le produit par habitant de cette dernière taxe, ramenée au taux de 1 p.c.

Le produit de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques est fidèlement fixé, pour l'application de l'alinéa précédent :

— à 6 p.c. et 1 p.c. de l'impôt sur les personnes physiques perçu au profit de l'Etat pour les communes qui n'ont pas établi la taxe;

— à six fois le produit de la taxe ramenée au taux de 1 p.c. pour les communes qui l'ont établie à un taux inférieur à 6 p.c.